

<https://xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article801>



Au Venezuela, la fable des manifestations pacifiques

- International -



Date de mise en ligne : mercredi 21 juin 2017

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Violence ? Quelle violence ? Sur Sabana Grande, très longue rue piétonne du centre populaire de Caracas, les badauds déambulent, qui dégustant une glace, qui promenant les enfants. Plus à l'ouest encore, royaume des petites motos de ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une auto - sociologiquement plutôt « chavistes » -, la capitale vénézuélienne palpite et, comme dans plus de 90% des agglomérations et des territoires du pays, chacun y vaque tranquillement à ses occupations.

En revanche, ce 13 mai, tandis que des pneus crament sur la chaussée, une petite foule d'opposants au président Nicolás Maduro stationne sur la place Francia du quartier bourgeois d'Altamira (Est de Caracas). « *J'ai 57 ans, j'ai vécu diverses périodes présidentielles et, bien qu'il y ait toujours eu de la pauvreté et de l'insécurité, il y avait une bonne qualité de vie, nous explique une aimable femme à la discrète élégance. Hélas, depuis [Hugo] Chávez, la situation a bien changé...* » Quelque peu perplexe, elle fixe l'épais nuage de fumée qui s'élève, à cent cinquante mètres de là, à proximité de la Torre Británica : « *Des jeunes ont monté une barricade, la Garde nationale est arrivée et il y a eu une grande confusion. Un autobus a été incendié, mais cela n'a pas été provoqué par les manifestants, il a brûlé (elle cherche ses mots) ... spontanément.* » Autour d'elle, malgré l'évidence de la situation, la paranoïa rôde, instillée jour après jour par les médias : « *C'est des "colectivos" infiltrés qui ont fait ça.* » Les supposés paramilitaires du « régime », systématiquement accusés de tous les maux. Notre interlocutrice, elle, nous fixe avec gentillesse : « *Vous êtes seul ? Faites attention à vous, il y a des délinquants qui pourraient vous voler vos appareils photos.* »

Casqués, masqués, nerveux, très agressifs, ceux qu'elle évoque à demi-mot s'activent autour de la carcasse métallique du bus calciné qu'ils dépècent afin d'en utiliser les débris pour ériger de nouvelles barricades. Pendant ce temps, recueilli par la police municipale de Chacao, le chauffeur du véhicule expose les faits : ce sont bien six individus extrêmement menaçants qui, au nom de la lutte contre le « chavisme », ont incendié son outil de travail après l'avoir séquestré et détourné de son trajet.

A la mort de Chávez, et afin de neutraliser définitivement la révolution bolivarienne, les secteurs radicaux de la Table d'opposition démocratique (MUD) ont entrepris d'empêcher à n'importe quel prix son successeur Maduro, bien qu'élus démocratiquement, de consolider son pouvoir. Se référant de façon subliminale aux « révolutions de couleur », jouissant d'un fort appui international - un décret de Barack Obama faisant du Venezuela une « menace (...) inhabituelle et extraordinaire (...) pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis », et l'arrivée à la tête de l'Organisation des États américains (OEA) d'un individu totalement inféodé à Washington, l'uruguayen Luis Almagro -, ils ont lancé une violente offensive de guérilla urbaine en 2014 sous le nom explicite de « *la salida* » (la sortie) et, en l'absence de résultat tangible (hormis un tragique bilan de 43 morts et plus de 800 blessés !), intensifié une « guerre économique » destinée à déstabiliser le pays. S'estimant menacées par le « socialisme » (rebaptisé « castro-chavisme »), les grandes entreprises nationales et les multinationales organisaient déjà depuis 2013 une pénurie programmée et sélective de biens du quotidien - aliments, médicaments et produits de première nécessité - à travers l'altération des mécanismes de distribution. L'intensification de cette offensive « à la chilienne » va se traduire par un succès certain [1]. Durement affectée par les difficultés de la vie quotidienne pour s'approvisionner, les queues interminables et une augmentation spectaculaire des prix provoquée par le recours forcé au « marché noir » (le « *bachaqueo* »), une partie des électeurs du « chavisme » sanctionne le pouvoir, rendu responsable du chaos, en permettant, plus par abstention que par adhésion, une victoire circonstancielle de l'opposition lors des législatives de décembre 2015.

« *En 2016, ils m'ont tout fait, pourra plaisanter le chef de l'État le 12 mai dernier, devant un groupe de sympathisants. Ils m'ont même destitué trois fois !* » Lors de son installation à l'Assemblée, le 5 janvier 2016, alors que beaucoup espèrent de la MUD un projet positif pour le pays, celle-ci n'annonce en effet avec fracas qu'un seul objectif, fort peu en phase avec la Constitution : renverser Maduro en six mois ! Et se met immédiatement dans l'illégalité (qui perdure aujourd'hui) en faisant prêter serment à trois députés dont l'élection a été entachée de fraudes dans l'État d'Amazonas. Ce qui a amené fort logiquement le Tribunal suprême de justice (TSJ) à invalider toutes ses décisions et même, pendant quarante-huit heures, fin mars 2017, à prétendre assumer provisoirement ses fonctions - tant

qu'elle continuerait à ignorer les verdicts de la justice -, avant de faire machine arrière pour mettre un terme aux accusations d'« auto-coup d'État ». Bref, depuis maintenant trois ans, une guerre est déclarée, au cours de laquelle - de la mise sous le boisseau d'un référendum révocatoire aux visites répétées des ténors de la droite à Washington pour y réclamer une intervention contre leur propre pays - pouvoir et opposition se rendent coup pour coup.

Pendant ces mêmes trois années, explique Samuel Moncada, ambassadeur du Venezuela devant l'OEA, « les États-Unis ont choisi de rester à l'arrière-plan et d'utiliser cette institution, la seule qui permette des sanctions telles qu'un blocus économique des institutions multilatérales ou qui peut suspendre voire expulser un pays. » Pour l'aider dans sa tâche, Washington dispose d'un groupe de grandes nations - Argentine, Brésil, Mexique - récemment rentrées pour les deux premières dans le giron du néolibéralisme, et surtout de celui que toute la gauche latino-américaine traite désormais de « laquais », Luis Almagro. Nombre d'observateurs présentent certes ce dernier comme un « progressiste ». N'a-t-il pas été ministre des Affaires étrangères du très populaire président uruguayen José « Pepe » Mujica ? C'est oublier que ce dernier l'a publiquement désavoué et que, le 30 avril encore, il déclarait : « Ce que fait Almagro depuis l'OEA est un danger, non seulement pour le Venezuela, mais pour tout le continent [2]. » Par ailleurs, et contrairement à une autre idée reçue, Almagro, en tant que secrétaire général, n'est nullement le « chef » de l'OEA, mais, rappelle Moncada, « un fonctionnaire au service d'une organisation de pays souverains ». Dont la non-intervention constitue la ligne directrice. Du moins, en théorie.

Si les États-Unis restent en retrait, ils n'en demeurent pas moins très actifs. D'après les chiffres officiels, le Congrès prévoit le transfert de 5,5 millions de dollars à l'opposition vénézuélienne en 2017 pour aider la « société civile » à défendre « la démocratie et les droits humains » [3]. C'est en tout cas sur incitation (ou ordre) de Washington - où Donald Trump occupe la Maison-Blanche depuis le 20 janvier 2017 - qu'Almagro lance une offensive qui, chez lui, va devenir obsessionnelle, contre le Venezuela. Le 13 avril, au mépris de toutes les règles et se prêtant à la conjuration, un groupe de pays se réunit, écarte les ambassadeurs de Bolivie et d'Haïti, respectivement président et vice-président en exercice du Conseil de l'OEA, les remplace illégalement par celui du Honduras, et tente de passer en force pour appliquer la Charte démocratique à Caracas [4]. Il lui faut, pour ce faire, une majorité de dix-huit pays (sur trente-quatre). En racontant quelques épisodes de cette journée édifiante, Moncada ne peut cacher un petit sourire tendu : « L'Argentine Susana Malcorra a prétendu que notre pays devait être placé "sous tutelle", ce que nous avons considéré comme une insulte ; le Salvador a également protesté ; le Mexique a voulu faire accepter sans vote le texte nous condamnant ; la proposition ayant été rejetée, le Canada a tenté de gagner du temps ; le Mexique est revenu à la charge en demandant une suspension de séance pour permettre à nos ennemis de s'organiser ; quand le Belize a annoncé qu'il s'abstenait, les visages livides de nos adversaires parlaient pour eux : ils ne réunissaient que dix-sept voix sur trente-quatre, il leur en manquait une pour avoir la majorité. » Bloquée par les pays de la Caraïbe et ceux de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), la tentative de sanctionner spectaculairement Caracas échoue. Toutefois, dix-sept pays adoptent « par consensus » une résolution dénonçant « la rupture de l'ordre constitutionnel au Venezuela » C'est ce que, généralement, l'« opinion publique internationale » retiendra [5].

En désavouant ses représentants, qui étaient parvenus à un accord et avaient signé le document « Construire la paix », et en abandonnant le 6 décembre 2016 le dialogue entamé avec le pouvoir sous les auspices de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et du Vatican, l'opposition avait réaffirmé sa volonté d'« éjecter » le chef de l'État, soit en organisant, sans aucune base légale le permettant, des élections présidentielles anticipées, soit en le renversant purement et simplement. Le coup de force du 3 avril 2017 à l'OEA lui donne le signal qu'elle attendait : « Maduro est présenté à l'extérieur comme un dictateur, on peut faire ce qu'on veut ! » Almagro vient d'ouvrir la porte à la violence : « Il lui faut des victimes ici, résume Moncada à Caracas, pour pouvoir continuer à mener sa campagne là-bas. » Dès lors, d'incessantes « manifestations pacifiques » prennent la rue. Qui, depuis le 4 avril 2017, ont fait entre soixante-cinq et quatre-vingts morts. Dus à une « répression féroce » prétendent à l'unisson la majorité des réseaux sociaux et des médias.

Quotidiennement ou presque, essentiellement dans l'est de la capitale, de quelques centaines de personnes à

plusieurs dizaines de milliers de manifestants selon les jours se rassemblent. Respectant un scénario immuable, de 10 heures du matin à 14 heures, ils défilent en ordre, scandant leurs slogans, souvent les mêmes - « *Il va tomber ! Il va tomber !* » - que ceux lancés lors de la tentative de coup d'État contre Chávez en avril 2002. Ils les réactualisent seulement en y ajoutant de vibrants « *Maduro, assassin !* » Aucune force de l'ordre gouvernementale ne s'oppose à leur progression.

En début d'après-midi, le ton change. Des dizaines d'« *encapuchados* » (individus masqués) équipés de casques, de masques à gaz, de boucliers décorés de motifs évoquant les croisades, de gants de chantier, de cocktails Molotov et d'armes improvisées, hérissent les carrefours de barricades, de camions confisqués à leur conducteur sous la menace, brûlent tout ce qui leur tombe sous la main, puis prennent la tête du cortège, qui se dirige vers un endroit non autorisé - ministère de l'Intérieur ou des Affaires étrangères, Conseil national électoral (CNE), TSJ, etc.

Entourés de journalistes équipés (à juste titre) comme pour couvrir un conflit armé, les leaders surgissent, María Corina Machado, bras et index impératifs tendus vers l'ouest - « *La fin de ce gouvernement corrompu approche grâce à l'héroïsme du peuple vénézuélien qui, quoi qu'il en coûte, ne se laissera pas arrêter !* » -, Henrique Capriles Radonski, les yeux hallucinés (il ne s'agit pas d'une image), lesquels chauffent les troupes avant, prudemment, de se retirer. Appareils photographiques et caméras se prêtent ensuite volontairement ou sans même s'en rendre compte à la fabrication d'images de propagande - genre « combattant de la liberté » enveloppé d'un drapeau ou d'une ode à la liberté posant « spontanément », absolument sans risque, à genoux et les bras en croix devant des gardes nationaux ou des policiers qui ne bronchent pas. Il se trouvera bien à l'étranger quelques niais pour croire à un *Tian'anmen* vénézuélien. Au cas d'ailleurs ou personne ne songerait à comparer Maduro à Bachar el-Assad, des « casques blancs » similaires à ceux vus à Alep se déploient, prenant des poses très théâtrales, à... distance respectable du futur front.

Les affrontements programmés peuvent dès lors commencer. Quasi systématiquement, les groupes de choc entraînent la « manif » sur l'*autopista* Francisco Fajardo - l'importante autoroute à six voies qui, d'est en ouest, traverse la capitale -, y bloquant la circulation. Le nombre abolissant les inhibitions, les « manifestants pacifiques » suivent spontanément, aux premiers rangs desquels, casqués, harnachés, foulard ou masque à gaz sur le nez, se distinguent les jeunes rebelles des classes moyennes et de la bourgeoisie qui, en overdose de testostérone et réellement convaincus de mener une « lutte héroïque pour la liberté », jouissent narcissiquement de la grande aventure de leur vie. Jamais, à Caracas, on n'aura pris autant de selfies. Dans quelque temps, ils penseront davantage à leur carrière qu'à la démocratie (et surtout qu'à la justice sociale), mais, pour l'heure, mêlés aux nervis de l'extrême droite, ils provoquent les gardes nationaux (GN). Lesquels, au bout d'une heure ou deux, finissent par intervenir pour dégager la voie à coups de grenades lacrymogènes et de canons à eau - ce qui n'a rien d'agréable (l'auteur en témoigne), mais n'a rien non plus à voir avec les supposées « atrocités de la GN » dénoncées par le quotidien *El Nacional* du 9 juin (pour ne citer que lui). Tout comme ceux de la Police nationale bolivarienne (PNB), et sur ordre du président Maduro, lors des opérations de maintien de l'ordre, les fonctionnaires de la GN n'ont pas le droit de porter d'armes à feu.

Demeuré en retrait tout en poussant des hurlements et en applaudissant, le gros de la foule reflue entre yeux larmoyants et quintes de toux, tandis que des groupuscules organisés en « boucliers », « attaquants » et « arrière-garde », stratégiquement coordonnés, s'éparpillent dans les rues avoisinantes qu'ils transforment en terrain de guérilla. La production de « victimes de la répression » bat dès lors son plein.

Le 31 mai, un rapport de plus de cent pages du Défenseur du peuple Tarek William Saab révèle que si, sur soixante-cinq victimes, cinquante-deux sont mortes dans le contexte des manifestations, treize sont en revanche décédées lors de pillages et autres actes de vandalisme. S'agissant des forces de l'ordre proprement dites, systématiquement mises en cause, trois décès sont attribués à des effectifs de la GN, deux à la PNB, cinq aux polices des États de Carabobo, du Táchira, du Bolívar, et un à la police municipale de Sucre (quartier de Caracas dirigé par l'opposition) - soit dix cas imputables à des unités administrativement contrôlées par des autorités «

chavistes » (15,3% des victimes). Pour ces faits dont la gravité n'échappe à personne, trente-cinq membres des forces de l'ordre ont été mis en examen ou sont recherchés dans le cadre respecté de l'État de droit.

Mais qui a tué un garde national et deux policiers de l'État de Carabobo ? Les cinq personnes fauchées par des pièges et les trois autres assassinées parce que tentant de franchir ou d'éviter les barricades - dont le juge Nelson Moncada Gómez exécuté de plusieurs coups de feu [6] ? Les quatre victimes d'armes artisanales - les « chopos » - utilisant des billes de métal ou de verre comme munitions ? La quinzaine de personnes qui se trouvaient malencontreusement « à proximité » des manifestations ? Les trois « chavistes » pris pour cible depuis un immeuble ? Qui a blessé par armes à feu et explosifs six policiers et vingt-deux gardes nationaux ?

On déplore plus de 1100 blessés (dont 340 membres des forces de l'ordre)... Un désastre. Avec, certes, sa part d'accidents et de ce qu'on appellerait en termes militaires de « tirs amis ». Le 31 mai, lors de l'attaque extrêmement violente contre la base militaire de La Carlota (Caracas), que nous suivons « en première ligne », il nous est donné d'observer : un excité enflammer ses vêtements et se brûler grièvement avec son propre cocktail Molotov ; un individu masqué ramasser une grenade lacrymogène et la relancer maladroitement... sur ses amis ; le servant d'un bazooka artisanal se faire huer et insulter pour avoir expédié son projectile à proximité immédiate des opposants ; l'utilisateur d'un lance-pierres propulser ses billes métalliques d'une distance telle qu'il a autant de chance d'atteindre les gardes nationaux que les enrégés en train de les affronter...

Néanmoins, pour expliquer un tel bilan, ce constat ne suffit pas. Le déchaînement de cette violence insurrectionnelle repose avant tout sur l'alliance de groupes de choc fascisants et de bandes de délinquants recrutés et rétribués par les factieux de l'opposition pour semer le chaos. De quoi imputer la casse à des « éléments incontrôlés », échappant à la volonté de l'ensemble des opposants, comme il arrive sous d'autres cieux ? Globalement, non. Dans toutes les manifestations, ces éléments sont omniprésents au milieu ou en tête de la foule, parfaitement repérables du fait de leur accoutrement et de leur équipement guerrier, sans que personne parmi la masse des « défenseurs de la démocratie » n'exprime ni étonnement, ni protestation, ni répulsion. Tout du moins publiquement. En tout cas, jamais « médiatiquement ».

Seule exception peut-être, la « marche des médecins » du 22 mai. En quittant Altamira, ces derniers tenaient à ce que les « blouses blanches » défilent en tête de cortège. Après quelques altercations et moments de tension, ils obtinrent gain de cause, mais pour très peu de temps. Lorsque, à l'approche du centre de la capitale, dans le quartier Chacaito, les cordons de police, statiques, interdirent aux protestataires de progresser plus avant, les « ultras » lancèrent immédiatement les hostilités sans que les signataires du « serment d'Hippocrate » ne prétendent (ou n'osent) les en dissuader.

Suivis jusqu'à l'inévitable *autopista* par une fraction notable des participants qui, depuis les bretelles surplombant l'autoroute, tels les supporters d'une équipe de football, les encouragent pendant les échauffourées, ces émeutiers, déambulant en groupes compacts, ont préparé leurs cocktails Molotov et leurs armes au vu et au su de tous, côtoyés à l'occasion, et sans réticence aucune, par les dirigeants de la MUD - Henrique Capriles, María Corina Machado, Miguel Pizarro, Freddy Guevara, Julio Borges - lors de leurs apparitions.

Le 22 mai, jour de la « marche pour la santé », ces bandes ont incendié des dépôts de médicaments et des centres médicaux à Baruta et Barinas ! Elles rançonnent les habitants des quartiers « occupés » au prétexte qu'elles « luttent pour la liberté ». En avril, à San Antonio de los Altos, cité dortoir de la banlieue de Caracas, des habitants ont appelé au secours, assiégés pendant plus d'une semaine par ces « *guarimberos* » souvent mineurs, privés de transports publics, ne pouvant plus ni sortir de leur logis, ni aller s'approvisionner ou travailler, ni mener les enfants à l'école... tandis que le curé Armando Rodríguez tonnait en chair - « *Nous le disons et nous le crions, non au marxisme, non au chavisme, non au castrisme !* » - avant de nuancer, sans doute subitement touché par la grâce, en conseillant de « *continuer la lutte, sans tomber dans l'anarchie* » ! Lorsque la garde nationale intervint pour dégager ce « territoire

occupé », Henrique Capriles Radonski, gouverneur de l'État de Miranda et donc chargé d'y assurer la liberté de circulation, demanda l'intervention de la justice contre cette « violation des droits humains »...

Brutalité inouïe et à tous les échelons. Le 20 mai, à Altamira, l'accusant d'être « chaviste » (ou, selon les versions, réglant un contentieux), une horde de « combattants de la liberté » a lynché le jeune Orlando Figuera, l'a lardé de coups de couteaux, arrosé d'essence et y a mis le feu (il mourra le 3 juin). Rixe entre « *guarimberos* » le 4 juin, quasiment au même endroit : Jesús Rojas, 30 ans, alias « El Gringo », « *préssumé membre de la résistance* » est égorgé à l'aide d'un tesson de bouteille par un « *supposé délinquant* » (dixit les médias). Le 27 mai précédent, à Cabudare (Lara), une foule « pacifique » avait intercepté Danny Subero, ex-lieutenant de la GN supposément « infiltré » lors des obsèques d'un étudiant d'opposition, brûlé sa moto, et l'avait exécuté de deux coups de feu après l'avoir torturé.

Irresponsabilité totale. Le 4 juin, à plus de minuit (heure à laquelle, nul n'en ignore, la « société civile » défile très souvent !), des affrontements violents secouent toujours El Valle. Une opposante inonde toutes les trois minutes les réseaux sociaux de ses tweets pour décrire et dénoncer la répression. A 0 h 58, elle précise : « *C'étaient des enfants d'environ 11 et 12 ans, encapuchados, qui tentaient d'affronter la PNB dans la 12e rue des jardins d'El Valle [7].* » Confirmant s'il en était besoin ce que plusieurs témoignages de gamins des rues ont révélé : *leur offrant des chaussures, des vêtements, de la nourriture, des confiseries*, l'opposition les paye jusqu'à 50 mille bolivars pour une journée de participation aux violences [8]. Quel magnifique *montage médiatique international permettrait un cadavre de mioche sur le pavé...*

Dans les États de Carabobo, Mérida, Barinas et Táchira, ce sont les chavistes ou supposés chavistes qui succombent. Trois ont été assassinés par des francs-tireurs dans l'État de Merida. A Barquisimeto (Lara), Pedro Josué Carrillo, militant du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), enlevé par des « *encapuchados* » dans l'un des fiefs de l'opposition, est retrouvé le 18 mai, sans vie, avec des signes de brûlures et de torture - une pratique habituelle des paramilitaires colombiens.

La Colombie jouant désormais le rôle de la Turquie dans le conflit syrien, ces derniers disposent de zones d'influence, surtout près de la frontière (dans le Táchira principalement), au sud du lac de Maracaïbo (là où passent « les marchandises » : pétrole de contrebande, drogue et produits de première nécessité détournés), dans les États de Carabobo et de Mérida. Parfois très visibles, parfois plus discrets, opérant désormais en civil, ils arrivent depuis plusieurs années dans les grandes villes où ils s'insèrent dans le monde de la criminalité [9]. Et de la politique...

Avec leurs métastases vénézuéliennes, ils ont à Barinas, durant un 1er mai de terreur, imposé un véritable état de siège, attaqué pendant quatre heures avec franc-tireur et armes à feu le commissariat de police, finalement incendié, et mis à sac une centaine de commerces et d'institutions publiques, laissant un solde de quatre morts. Ex-ministre de l'économie de Maduro, le chercheur Luis Salas fait remarquer : « *Bien des actions qu'ils mènent ne sont possibles que parce que l'usage de la force par le pouvoir n'est pas aussi violent que dans le passé. Des groupes de cinquante personnes ont attaqué des installations militaires... Comment réagirait-on dans un autre pays ?* » De fait, une caserne de l'armée a été assiégée pendant six heures à La Grita (Táchira), une autre de la GN à Tovar (Mérida) [10].

Chaque nouvelle mort donne lieu à une exploitation sordide de la part de l'opposition et de ses médias qui, quoi qu'il soit arrivé, imputent la responsabilité de l'« *assassinat* » à « *la répression* ». Cas emblématique, celui du jeune violoniste Armando Cañizales, membre du Système national d'orchestres, orgueil de la culture nationale dirigé par le très respecté Gustavo Dudamel. Cañizales se trouve seul, le 3 mai, entre les premiers rangs d'une manifestation « musclée » et les Gardes nationaux qu'il défie, lorsqu'il tombe, « assassiné par ces derniers ». Pressé par l'opinion, Dudamel prononce, dans un communiqué, des mots extrêmement durs pour le gouvernement : « *J'ai dédié ma vie entière à la musique et à l'art comme instruments permettant de transformer le monde. J'élève ma voix contre la violence et la répression. Rien ne peut justifier de faire couler le sang. Ça suffit de méconnaître la juste clameur d'un*

peuple suffoqué par une crise intolérable [11]. »

L'autopsie révélera que Cañizales a été tué par une sphère métallique de 8 millimètres de diamètre - de celles composant les roulements à billes -, dont six autres seront retrouvées à proximité de l'emplacement occupé par les forces de l'ordre en direction desquelles elles avaient été tirées, manifestement par un de ces « chopos » artisanaux utilisés par les violents. C'est donc en réalité un tir accidentel ou volontaire de ses propres amis qui a transformé le jeune violoniste en « martyr » de l'opposition. La révélation de ces éléments de l'enquête n'empêchera nullement les imposteurs professionnels, parfois relayés par les « idiots utiles » de l'extrême droite, de continuer à inonder les réseaux sociaux pour dénoncer ce « crime de Maduro » [12].

C'est à l'occasion d'une autre controverse sur le décès d'un jeune manifestant, Juan Pernaleta, survenu le 26 avril dans des circonstances très confuses, mais finalement attribué à une grenade lacrymogène de la Garde nationale par la procureure générale de la République Luisa Ortega Díaz, que cette dernière a fait entendre une voix devenue chaque fois plus discordante au sein des institutions de l'État. Toutefois, c'est surtout le 24 mai qu'elle a provoqué la stupeur. Ne mettant quasiment en cause « que » les forces de l'ordre dans le lourd bilan de cinquante-cinq morts recensés à ce moment, elle a dénoncé l'« usage excessif de la répression » et a demandé à ce qu'on laisse les personnes protester « si elles le font pacifiquement ». Traitée jusque-là comme une prostituée, elle devient une Sainte pour l'opposition. Perçue jusque-là comme une Sainte par les chavistes, elle se transforme immédiatement en paria.

Membre de Patrie pour tous (PPT), formation alliée du PSUV au sein du Grand pôle patriotique (GPP), la députée de Caracas Ileana Medina réagit avec modération mais fermeté : « Elle a le droit d'exprimer son opinion, mais en tant que procureure générale, elle ne peut se soustraire à ses obligations. Elle omet les graves crimes de l'opposition ; il existe des photos et des vidéos de maires et de gouverneurs apparaissant très clairement liés à des opérations de vandalisme et de terrorisme qui tombent sous le coup de la loi. Qu'attend-elle pour les inculper ? » Dès lors, chacun s'interroge : faut-il classer Ortega dans la case « chavisme critique » ou dans celle des ralliés à l'opposition ?

Permettant de prendre ses distances avec un pouvoir attaqué de toutes parts sans donner l'impression d'offrir des munitions à la droite, le « chavisme critique » a le vent en poupe chez nombre de journalistes et d'« intellectuels » aimant à se présenter comme progressistes [13]. Non qu'un tel courant ne soit respectable et n'ait son utilité. « Nous sommes soumis à une telle pression, nous confie en le regrettant Roy Chaderton, ambassadeur très influent du chavisme, que nous n'avons plus le temps pour l'autocritique. » Regroupant une poignée d'ex-ministres du défunt chef de l'État surtout actifs sur les réseaux sociaux - Héctor Navarro (Education), Ana Elisa Osorio (Environnement), Victor Álvarez (Industrie), Jorge Giordani (ordonnateur de la politique économique depuis l'avènement du chavisme en 1999), Miguel Rodríguez Torres (Intérieur, sous Maduro) -, d'anciens hauts fonctionnaires ou membres de la direction du PSUV, des généraux à la retraite (Cliver Alcalá Cordones), des universitaires comme le sociologue Edgar Lander, Marée socialiste, de tendance trotskiste, dirigée par le politologue Nicmer Evans, ce courant se caractérise surtout par son hétérogénéité - ce qui fait qu'il n'en est pas vraiment un.

Lorsque ces transfuges accusent Maduro de détruire « l'héritage de Chávez » et de « mener le pays à la ruine », certains de nos interlocuteurs grincent très sérieusement des dents : « Il y a infiniment plus d'anciens ministres du "comandante" avec nous qu'avec eux. Qu'ils commencent donc par faire leur propre autocritique sur les erreurs qu'ils ont commises lorsqu'ils étaient aux responsabilités. » Il est vrai que nombre de problèmes réels et non résolus du Venezuela ne datent pas de 2013 et que Chávez lui-même, fustigeant ses ministres dans l'un de ses derniers discours, le 20 octobre 2012, avait évoqué la nécessité d'un « coup de gouvernail » (« golpe de timón »). Personne ne peut donc invoquer une quelconque « pureté » (étant entendu que Chávez lui-même, comme tout humain, s'est parfois trompé).

Membre d'un parti, le PPT, qui peste publiquement parce que confronté à l'attitude hégémonique du PSUV, mais qui

demeure fidèle à l'alliance, Ileana Medina évoque ces « dissidents » : « *Il y en a qu'on apprécie. J'ai parlé avec Freddy Gutiérrez [député à l'Assemblée constituante de 1999] et je lui ai dit : "Il est important que vous assumiez la direction de l'opposition. C'est ce qui pourrait arriver de mieux. Une opposition sérieuse, décente, critique, mais faisant des propositions. En revanche, si vous continuez à déclarer exactement la même chose que la MUD, vous allez perdre toute possibilité d'assumer ce rôle".* »

Appel non entendu. Le 24 mai, dans une conférence de presse convoquée pour « *freiner l'escalade de violence et défendre la Constitution* », les porte-parole les plus en vue de cette mouvance renvoient sans aucune nuance pouvoir et factieux dos à dos. « *Avec leur attitude théoriquement non alignée, regrette Ileana Medina, ils choisissent la confrontation plutôt que la résolution des problèmes.* » D'autant que, à propos de l'Assemblée nationale constituante (ANC) convoquée par le chef de l'État, « *ils basculent définitivement du côté de l'opposition* ».

« *Notre lutte est dure, très dure, très complexe, confie le président Maduro. Mais on ne va pas se laisser renverser. On a évalué les options tactiques et stratégiques. Quelles options avait-on ?* » Tel un boxeur en difficulté que son rival tente de coincer dans un angle du ring pour lui infliger un KO, le chef de l'État s'est dégagé en effectuant un pas de côté et, surprenant son adversaire, a repris l'initiative en annonçant le 1er mai, à l'occasion de la fête du Travail, la convocation d'une assemblée constituante dont le propos évident est d'obliger tout le monde à s'asseoir et à discuter. Nommé président de la Commission de l'ANC, Elias Jaua donne sa version des faits : « *Le président, en particulier en avril, a demandé à l'opposition de s'asseoir pour reprendre le feuille de route sur laquelle nous nous étions mis d'accord en présence d'un représentant du Pape, pour organiser les élections régionales de 2017 [qui auraient dû avoir lieu fin 2016] dans des conditions de stabilité politique et sociale, pour que les parties s'engagent à en reconnaître les résultats. En l'absence d'un interlocuteur pour discuter et confronté à un refus injustifiable, il ne restait rien d'autre au Président qu'en appeler à la souveraineté populaire.* »

Alors que certains des partis la composant - Vente Venezuela de María Corina Machado et Volonté populaire de Freddy Guevara - réclamaient une telle Assemblée en 2014, la MUD ne veut plus en entendre parler. « *'Maduro achève de tuer et d'assassiner le leg de Chávez qu'était la Constitution* », réagit sans sourciller le président de l'Assemblée nationale Julio Borges qu'on a connu moins « *chaviste pur et dur* » - en particulier le 12 avril 2002 lorsque l'éphémère coup d'État raya d'un trait de plume la dite Constitution. Henrique Capriles s'exprime sur Twitter : « *Face à la fraude constitutionnelle de la Constituante que vient d'annoncer le dictateur, peuple, dans la rue, pour désobéir à cette folie !* »

« *Le peuple du Venezuela est le dépositaire du pouvoir constituant d'origine, mentionne l'article 347 de la Constitution de 1999. Dans l'exercice de ce pouvoir, il peut convoquer une Assemblée Nationale Constituante (...).* » L'article 348, lui, précise : « *L'initiative de la convocation de l'Assemblée nationale constituante pourra être prise par le Président ou la Présidente de la République en Conseil des Ministres.* » Juristes professionnels (et amateurs) s'écharpent sur l'interprétation du second : « *Prendre l'initiative* » n'est pas « *convoquer* », affirment les opposants ; seul un référendum populaire peut le faire, à l'invitation (« *initiative* »), dans le cas présent, du chef de l'État.

A celles de l'opposition se joignent des voix du chavisme « *dissident* », qui, cette fois, ne peuvent plus cacher qu'elles ont définitivement franchi le Rubicon. « *C'est une claire trahison de Chávez et du peuple !* », s'est d'abord indigné Nicmer Evans évoquant la Constituante avant que, le 14 mai, la Plateforme du peuple en lutte et du chavisme critique, évoquant une « *rébellion populaire* », n'affirme publiquement : « *Nous refusons catégoriquement de disqualifier ces explosions sociales comme des actions de vandalisme, des actes terroristes ou golpistes [14], comme le fait le gouvernement depuis les médias officiels [15].* »

Le 8 juin, la procureure générale Luisa Ortega va les rejoindre en déposant au Tribunal suprême de justice un recours contre l'Assemblée constituante « *pour défendre la démocratie* ». Elle aussi réclame une consultation populaire. Curieusement, les mêmes n'avaient fait aucune objection lorsque, en 2007, Chávez engagea, lui aussi

sans référendum préalable, une réforme constitutionnelle. S'il échoua (et accepta la défaite), c'est à la suite d'un référendum organisé *a posteriori* (comme il est prévu pour la présente ANC). De même, c'est sans consultation préalable qu'il proposa en novembre 2008 un amendement supprimant la limite constitutionnelle de deux mandats pour le chef de l'État, les gouverneurs, les maires et les députés, modification entérinée le 15 février 2009 avec 55% des voix. Peut-être qu'au Venezuela comme en France, ce n'est pas la girouette qui tourne, mais le sens du vent...

Actuel ministre de la culture, frère aîné du défunt qu'il a accompagné durant toute sa vie politique, y jouant un rôle très important, Adán Chávez a fustigé ces « *plus chavistes que Chávez* » le 8 juin, sur la chaîne publique Venezolana de Televisión (VTV) : « *Je leur interdis d'utiliser le nom de Chávez. Il est trop grand pour eux, ils n'ont pas assez de morale pour utiliser son nom. Nous sommes les véritables chavistes. Nous avons commis des erreurs. Tout le monde commet des erreurs, mais nous, nous suivons le chemin que suit et que dirige le fils de Chávez, le président Maduro, parce que c'est ce que Chávez a demandé.* »

Lorsque le 1er mai Maduro a annoncé son projet, il a fait encore plus sursauter lorsqu'il a évoqué « une Constituante citoyenne, et non pas une Constituante des partis ni des élites, une Constituante ouvrière, communale, paysanne, une Constituante féministe, de la jeunesse, des étudiants, une Constituante indigène, mais surtout, mes frères, une Constituante profondément ouvrière, profondément communale. » De fait, sur les 540 représentants qui doivent être élus le 30 juillet prochain, 364 le seront de façon conventionnelle, au vote « universel, libre et secret », sur une base territoriale, et 181 par « secteurs » - « *pour garantir un grand débat national à partir de la base* », précise Elias Jaua. A ce niveau sectoriel (également dépendant d'un vote « libre et secret »), l'Assemblée comptera 8 représentants indigènes, 24 étudiants, 8 paysans et pêcheurs, 5 entrepreneurs, 5 handicapés, 28 retraités, 24 membres des conseils communaux (la collectivité de base créée par la « révolution bolivarienne ») et 79 travailleurs.

Inutile de préciser que ce type de représentation, vilipendé par l'opposition qui dénonce une « manipulation du pouvoir », fait et fera débat, y compris à l'extérieur des frontières du Venezuela. Deux visions du monde et de la politique s'opposent : celle qui considère que le principe de base du suffrage est « l'universalité » et celle qui, constatant et dénonçant depuis des lustres les mécanismes de reproduction des élites, entend en atténuer ou en neutraliser les effets en modifiant les règles du jeu. « *Si on le voit en termes juridiques*, tranche Gustavo Borges, chercheur et rédacteur du site d'information Misión Verdad, *on peut fermer la discussion. Mais on doit l'analyser en termes politiques. Qu'on ne nous accuse pas d'être antidémocratiques : face aux menaces, le gouvernement ne fait qu'appeler à consultation les secteurs qui maintiennent vivante la dynamique du pays.* »

Pour mémoire, et pour remettre l'actuelle situation en perspective, on rappellera que, en 1999, la Constituante voulue par Chávez rencontra la même opposition virulente, faisant l'objet de plus de cent demandes déposées devant le TSJ par les formations politiques traditionnelles (Action démocratique, Copei, etc.), l'ONG Primero Justicia (devenue ultérieurement un parti politique dirigé par Henrique Capriles), Fedecamaras (le Medef vénézuélien), les mêmes dirigeants qu'aujourd'hui - Henry Ramos Allup, Julio Borges- et que, en particulier, l'élection de trois constituants indigènes déclencha la même polémique dans la défense du vote indifférencié - « un citoyen, une voix ». Par ailleurs, expliquent les dirigeants boliviens, il ne s'agit nullement de remettre en cause la Constitution du « *comandante* », mais de l'actualiser : « *Elle ne peut pas être congelée, disait Chávez, qui affirmait déjà que chaque secteur devait élire ses représentants. Un certain nombre de choses n'existaient pas il y a dix-huit ans : les missions, les communes, nous devons les constitutionnaliser.* »

Souvent oublié dans le suivi médiatique de la crise, le Venezuela bolivarien bourdonne. Parfois interloqué : « *Sa proposition, Maduro l'a lancée le 1er mai. Chávez avait commencé à parler de la refondation de la République trois années auparavant. Il y avait eu un travail préalable. Là, boum ! on va à la Constituante...* » Chaviste de cœur appartenant à la classe moyenne, mais fatiguée, outrée par la corruption, grande ou petite, qu'elle constate tous les jours, perturbée par la dureté de la vie et des pénuries, Nelly s'interroge : « *Est-ce que cette Constituante va améliorer mon quotidien ? Je ne suis pas sûre que ça soit une priorité... On risque de perdre beaucoup d'énergie et de temps.* » Toutefois, en politique, le mot « déception » est toujours relatif. On sent, chez nombre de partisans ou

sympathisants du pouvoir une exaspération montante devant le « vandalisme » des hordes de l'opposition, à tel point que beaucoup s'indignent de... la faiblesse de la répression. Eux aussi manifestent régulièrement, mais pacifiquement et joyeusement. Car la nouvelle donne provoque comme un regain d'enthousiasme, après une période de dépression. « *Paradoxalement, analyse Luis Salas, le gouvernement a été politiquement habile en assumant le drapeau du changement, ce que devrait faire l'opposition. Cela peut offrir une sortie politique et, en recomposant l'échiquier, a la vertu de remobiliser la base sociale du chavisme en proposant un nouveau scénario.* »

L'avenir dira ce qu'il en est, mais donner rang constitutionnel aux avancées politiques, sociales et culturelles semble en tout cas susciter un véritable écho : dans la première phase du processus, 55 314 personnes ont posé leur candidature à l'ANC, 19 876 sur la base territoriale et 35 438 pour le secteur social, représenté par une majorité de femmes de 62% [16]. Le 6 juin a commencé la collecte des 3 000 signatures nécessaires à chacun pour valider sa postulation.

Tandis que le président de l'Assemblée nationale Julio Borges était le 1er juin à Madrid pour demander « *plus de pressions contre Maduro* » et que chaque dirigeant de la MUD - moins fédération de partis politiques que fédération de candidats à la présidence - pratique la surenchère, l'OEA a suspendu « par consensus » sa réunion tenue le 31 mai, faute d'un accord sur les deux propositions en présence. Tandis que celle de la Communauté des Caraïbes, appuyée par les pays de l'ALBA, appelait « *au dialogue et à la négociation pour un accord politique* », la résolution présentée par les États-Unis, le Canada, le Mexique, le Pérou et le Panamá, outre ses exigences habituelles, condamnait... l'Assemblée constituante convoquée par Maduro. Une fois de plus, Almagro en était pour ses frais et devait avaler son chapeau. Ce qui ne présume en rien de l'attitude à venir de l'imprévisible Donald Trump.

A Caracas, Luis Salas tire à sa façon la leçon des derniers événements : « *Le gouvernement a une proposition, qui est discutable, qui ne recueille pas le consensus de tous les Vénézuéliens, mais a une proposition. Quelle est celle de la droite ?* »

Les faits parlent d'eux-mêmes : dans une logique du « tout ou rien », en appelant pour les prochains jours à une grève générale (comme en avril 2002), renverser Maduro.

Maurice Lemoine

Article publié le 15 juin 2017 par [Mémoire des luttes](http://www.medelu.org) :

<http://www.medelu.org/Au-Venezuela-la-fable-des>























[1] Dès l'élection du socialiste Salvador Allende, en 1970, le président américain Richard Nixon donna l'ordre à la CIA de « faire crier l'économie » pour préparer son renversement.

[2] *Caras & Caretas*, Montevideo, 30 avril 2017.

[3] « Congressional Budget Justification, Department of State, Foreign Operations, and Related Programs », Washington, 9 février 2016.

Au Venezuela, la fable des manifestations pacifiques

[4] Adoptée le 11 septembre 2001, cette Charte affirme que la démocratie est et doit être la forme de gouvernement commune à tous les États des Amériques et constitue un engagement collectif afin de renforcer et préserver le système démocratique dans la région.

[5] Le 27 avril, la République bolivarienne du Venezuela annoncera sa décision de quitter l'OEA.

[6] En 2016, ce magistrat avait confirmé en appel la condamnation du dirigeant Leopoldo López, organisateur des « *guarimbas* » de 2014, à 14 ans de prison.

[7] Carolina Monsalve @CaracasCM - reproduit le 4 juin dans *El Nacional*.

[8] Venezuela Infos, Caracas, 26 Mai 2017.

[9] Lire Maurice Lemoine, « Caracas brûle-t-elle ? », *Le Monde diplomatique*, août 2010.

[10] Le 15 mars 2017, un campement de 120 paramilitaires - où ont été retrouvés des uniformes des armées colombienne, vénézuélienne et américaine - a été démantelé dans le Táchira après des combats qui ont fait entre neuf et douze morts chez ces derniers et deux blessés côté vénézuélien.

[11] *El País*, Madrid, 6 mai 2017.

[12] Lire par exemple « Venezuela Musicians Rise Up After Violist, 18, Is Killed at Protest », *The New York Times*, 10 juin 2017.

[13] Une charrette de ces « intellectuels de gauche » auto-proclamés a rendu public le 29 mai un document intitulé « Appel international urgent pour arrêter l'escalade de violence au Venezuela ». De cet exercice d'hypocrisie soigneusement calibré, il ressort surtout qu'il existe au Venezuela « un gouvernement chaque fois plus délégitimé, avec d'évidents traits autoritaires » et que « l'appui inconditionnel de certains militants et intellectuels [au gouvernement bolivarien] non seulement révèle un aveuglement idéologique, mais est nocif car il contribue lamentablement à la consolidation d'un régime autoritaire ». On a connu le même phénomène de « lâcheté collective » à la fin des années 1980 lorsque les contre-révolutionnaires (« *la contra* »), l'administration Reagan et les difficultés accablaient le Nicaragua.

[14] De « *golpe* » : coup d'État.

[15] Aporrea, Caracas, 14 mai 2017.

[16] Venezuela Infos, 7 juin 2017.